

Salil Shetty, secrétaire général d'Amnesty International «La Wallonie a bloqué le Ceta, mais elle vend des armes aux Saoudiens»

LES PHRASES CLÉS

«La Belgique et l'Europe ne cessent de dire que les droits humains sont des valeurs fondamentales. **Qu'elles mettent en pratique ce qu'elles prêchent.**»

«**Trump ne rend pas l'Amérique plus grande ou plus sûre, mais moins grande, moins bonne et moins sûre.**»

«**Amnesty soutient les actions de la Belgique sur des questions comme la Justice internationale, les droits des femmes, la peine de mort. Votre pays est un champion dans ces domaines.**»

INTERVIEW

VINCENT GEORIS

Salil Shetty, le «grand patron» d'Amnesty International, est un homme très pris. Débarqué de Londres vendredi, il s'est rendu au pas de course à une rencontre d'une heure avec le ministre des Affaires étrangères Didier Reynders, avant d'inaugurer le nouveau QG d'Amnesty Belgique. Dans l'entre-deux, il a accordé un entretien exclusif à L'Echo.

Cet ancien homme d'affaires indien est issu de la caste des Intouchables. Il a reçu le feu sacré de son père, un militant anticastes, et de sa mère, une féministe. «*J'ai grandi en me battant pour les droits humains dans un pays d'injustices*», nous confie-t-il. «*J'ai ensuite étudié dans une business school, travaillé dans l'informatique. Mais les droits humains et la justice sociale l'ont emporté.*»

Shetty délivre une image paradoxale de la Belgique, championne dans certaines catégories de droits humains. Mais inquiétante dans d'autres.

Pourquoi demandez-vous à la Wallonie de ne plus vendre d'armes à l'Arabie saoudite?

Il y a beaucoup de raisons, la principale étant ce qui se passe au Yémen. La situation dans ce pays en guerre ne cesse d'empirer. La coalition dirigée par l'Arabie saoudite est potentiellement responsable de très graves crimes de guerres. Nous demandons à tous les gouvernements occidentaux de ne plus leur livrer d'armes. L'autre raison, c'est que la Belgique a signé le Traité des Nations unies sur le commerce des armes. Il stipule qu'avant de livrer des armes, vous devez faire toutes les vérifications pour être certain que ces armes ne seront pas utilisées pour violer les droits humains. La Wallonie nous a répondu qu'il est difficile de vérifier ce que

font les autorités saoudiennes avec ces armes, mais qu'elle pense qu'ils respectent le traité. Nous avons de sérieux doutes. Nous demandons une enquête internationale et indépendante sur les crimes de guerres, et nous venons demander au gouvernement belge qu'il fasse pression en faveur de cette enquête.

Sur quels crimes portent vos soupçons?

C'est plus que des soupçons. Le nombre de personnes tuées, déplacées, la crise humanitaire... La situation au Yémen est hors de contrôle. L'an dernier, Ban Ki-moon a voulu publier le nombre d'enfants tués par une attaque saoudienne. L'Arabie saoudite a fait pression pour qu'on retire ces faits du rapport de l'ONU. Les crimes des Saoudiens ne concernent pas que le Yémen, mais aussi sa propre population. Notre message aux gouvernements belge et wallon est que vous ne pouvez sacrifier les droits humains pour remporter des succès économiques. La Belgique et l'Europe ne cessent de dire que les droits humains sont des valeurs fondamentales. Qu'elles mettent en pratique ce qu'elles prêchent. La Wallonie a bloqué le Ceta, et elle est devenue célèbre dans le monde. Mais elle vend des armes aux Saoudiens. Et pour toute défense, elle prétend que c'est une affaire européenne.

L'entrée des Saoudiens dans la commission de l'ONU sur les droits des femmes vous indignent, de même que le vote de la

Belgique en sa faveur?

Quelle ironie, quel paradoxe de voir le gouvernement saoudien s'ériger en champion des droits de la femme quand on voit le record pathétique de leurs lois limitant la liberté des femmes.

Amnesty s'oppose à l'arrêt de la Cour de l'UE permettant aux employeurs d'interdire le port du hijab au travail. Votre position n'est-elle pas en contradiction avec votre combat contre l'oppression des femmes en Arabie saoudite?

Pas du tout. Si on force les femmes à porter un foulard, comme c'est le cas en Arabie saoudite, Amnesty se battra contre cela. Au contraire, si on force une femme à retirer ce foulard, on se battra contre également car nous pensons que c'est contraire à la liberté religieuse et à la liberté d'expression. Nous sommes contre toute interdiction sans examen préalable des raisons. Il faut se poser plusieurs questions. La femme porte-t-elle ce foulard librement? Si vous ne combattez que les symptômes, vous niez le droit de ces femmes à avoir un travail, une carrière. Et cela pourrait être étendu à d'autres religions, les sikhs, les juifs...

Quels autres dossiers avez-vous abordés avec Didier Reynders?

Nous avons discuté des attaques contre les défenseurs des droits humains, des hommes et des femmes qui sont la cible d'actes de répressions. Le gouvernement belge a réalisé des actions très importantes, par exemple dans le cas du Burundi et de la RDC. Le problème, c'est que la Belgique traite cette question au cas par cas. Nous voudrions que cette politique devienne plus globale. Que chaque mission diplomatique et consulaire belge protège de manière ferme les défenseurs des droits humains dans le pays où elle se trouve.

Est-il vrai que le Docteur Mukwege n'a plus droit à la protection de l'ONU?

Nous en avons discuté avec Didier Reynders. Je voulais vérifier ce fait. Apparemment, le niveau de protection a été réduit. Mais je n'ai pas de confirmation. Pour parler plus largement de la RDC, nous ne voyons venir aucune solution. Le président Kabila a fait beaucoup de promesses, mais il n'est pas pressé de les remplir.

Quelle est votre analyse des cent premiers jours de Donald Trump?

Nous venons de publier une liste des cent violations des droits humains par Donald Trump et son administration. Trump ne rend pas l'Amérique plus grande ou plus sûre, mais moins grande, moins bonne et moins sûre. Le décret sur l'expulsion des musul-

mans, les attaques contre l'Obamacare, l'idée de construire un mur à la frontière mexicaine... Tout ce qu'il fait vise à délégitimer les institutions et les médias. À court terme, ça fonctionne. Sa popularité reste bonne auprès de ses électeurs, mais il perd de plus en plus en crédibilité. D'ailleurs, il vient bientôt chez vous, en Belgique. Amnesty lui a préparé un cadeau pour l'occasion, une pétition signée par des milliers de gens.

Que pensez-vous du référendum du président Erdogan sur la peine de mort?

L'idée de réintroduire la peine de mort pour lutter contre le terrorisme est stupide. Avez-vous déjà entendu un terroriste dire qu'il ne va pas se faire exploser parce qu'il a peur de la peine de mort? En réalité, Erdogan a fait une déclaration politique pour l'utiliser comme levier avec l'Europe. Le président Orban en Hongrie a fait la même chose. C'est un petit jeu dangereux. J'espère que quand Erdogan viendra à Bruxelles, on lui dira que c'est la ligne rouge à ne pas franchir.

Vous soutenez le Premier ministre belge lorsqu'il refuse que ce référendum ait lieu en Belgique?

Je n'ai pas encore pris position. C'est une zone grise pour moi, savoir si on peut empêcher les gens d'exercer leurs droits de vote. Je fais la distinction entre les deux.

Quelle cote entre 0 et 10 donneriez-vous à la Belgique pour le respect des droits humains?

C'est tentant (rires), mais nous ne donnons jamais de cotation. Les problèmes avec la Belgique concernent les mesures de contre-terrorisme, les droits et la protection des réfugiés... D'un autre côté, Amnesty International soutient les actions de la Belgique sur les questions comme la justice internationale, les droits des femmes, la peine de mort. Votre pays est un champion dans ces domaines.

Pourquoi voyez-vous les lois contre le terrorisme comme un problème?

La législation belge sur le contre-terrorisme n'est pas assez équilibrée, elle ne cesse de prendre du volume. Ces lois restent dans le cadre du droit international, mais à la frontière de ce qui est admissible. Et ce n'est pas tant ces lois qui nous inquiètent, mais la manière dont elles sont appliquées.

CV EXPRESS

Né en 1961 à Bangalore, en Inde, Saïl Shetty est diplômé de la **London School of Economics** et de l'**Indian Institute of Management**.

En 1976, lors de l'imposition de l'état d'urgence en Inde, il commence à **militer pour les droits humains**. En 1998, il devient directeur général de l'ONG ActionAid.

De 2003 à 2010, il dirige la **campagne du Millénaire des Nations unies**.

Il est nommé **secrétaire général d'Amnesty International** en 2010.